



**COMITÉS  
SYNDICALISTES  
RÉVOLUTIONNAIRES**  
SYNDICALISTES@GMAIL.COM WWW.SYNDICALISTE.COM

# Contre l'extrême droite, construisons le **front** **unitaire antifasciste**

Il est minuit moins une. Le fascisme ne surgit jamais par hasard. Il apparaît lorsque le capitalisme traverse une crise profonde et que les classes dominantes cherchent à maintenir leur domination face aux tensions sociales qui traversent la société.

Aujourd'hui, tout indique que l'extrême droite pourrait accéder au pouvoir lors des prochaines échéances électorales. Une telle situation constituerait une rupture majeure dans l'histoire politique française depuis la libération de 1944 et représenterait une menace directe pour les organisations du mouvement ouvrier et pour l'ensemble des libertés démocratiques.

Cette progression de l'extrême droite s'inscrit dans un processus plus large de fascisation du champ politique. Depuis plusieurs années, la droitisation

du débat public, le durcissement autoritaire de l'État et la banalisation des discours racistes contribuent à créer un climat favorable à son développement.

**L'extrême droite se nourrit d'un vide sur le terrain délaissé par le recul des organisations de masse comme les syndicats**

Le fascisme n'est pas seulement une force politique réactionnaire parmi d'autres. Historiquement, il constitue une contre-révolution préventive, visant à écraser les organisations du mouvement ouvrier lorsque celles-ci menacent l'ordre social existant. Il se développe généra-

lement dans des périodes de crise profonde du capitalisme et de recul des luttes sociales. Si les fascismes historiques ont pu apparaître comme des mouvements « antisystème », ils ont, en réalité, servi à réorganiser le capitalisme par la violence et l'autoritarisme.

L'extrême droite est forte de nos faiblesses. Elle se nourrit d'un vide sur le terrain délaissé par le recul des organisations de masse comme les syndicats. La progression de l'extrême droite doit également être analysée comme un phénomène politique lié à la crise d'hégémonie du capitalisme contemporain.

Lorsque les classes dominantes ne parviennent plus à maintenir leur domination par le consentement, elles ont historiquement recours à des formes plus autoritaires de pouvoir.

L'effondrement des perspectives sociales, la destruction des services publics, la précarisation massive du travail et l'affaiblissement du mouvement syndical ont créé un terrain favorable à la diffusion d'un discours autoritaire et nationaliste.

L'extrême droite se présente souvent comme une force « antisystème » ou « populaire ». En réalité, son projet politique vise à maintenir les rapports d'exploitation existants, tout en les réorganisant autour d'un pouvoir autoritaire, nationaliste et profondément antisocial. Contrairement à une idée répandue, les mouvements fascistes ne sont pas uniquement composés d'élites réactionnaires. Ils recrutent historiquement dans plusieurs couches sociales : petites bourgeoisies en voie de déclassement, fractions précarisées des classes moyennes, mais également une minorité de travailleur·euses désorganisées ou désillusionnées par les organisations traditionnelles du mouvement ouvrier.

L'histoire montre que le fascisme recule lorsque les luttes sociales progressent et lorsque les travailleurs et travailleuses retrouvent confiance dans leur capacité collective à transformer la société. Il est donc urgent de reconstruire un syndicalisme qui saura (ré)unir notre classe sociale plutôt que d'être attentistes ou à la remorque des partis politiques et des élu·es, qui ne cessent de privilégier leurs petits intérêts. S'il faut travailler à construire le rapport de force partout, notamment dans la rue et sur les lieux de travail, il faut

également réinvestir les outils de classe capables de transformation sociale réelle, selon la stratégie de la double besogne du syndicalisme :

- les Bourses du travail et les unions locales ou départementales de syndicats, représentant la solidarité et l'action interprofessionnelles de celles et ceux qui créent les richesses ;

- les syndicats locaux de branche, qui permettent la solidarité des travailleurs et des travailleuses d'une même branche professionnelle mais d'entreprises différentes ;

- les organisations consacrées à la vie sociale des salarié·es en dehors de leurs emplois : santé, logement, culture, sport, consommation, entraide, loisirs, etc. Ces organisations doivent permettre de combattre les effets du capitalisme et de l'individualisme dans tous les domaines de la vie, de construire une contre-culture et une contre-société.

Dans de nombreux territoires ruraux ou périurbains, l'affaiblissement des services publics, la disparition des structures collectives et l'isolement social ont favorisé l'implantation de l'extrême droite. Reconstruire une présence syndicale et associative dans ces territoires constitue donc une priorité.

La défense et le développement des services publics constituent également des enjeux antifascistes majeurs. Ils sont souvent les derniers espaces de solidarité collective dans des territoires fragilisés. Le mouvement ouvrier doit également investir les espaces cultu-

rels, sportifs et associatifs afin de reconstruire une sociabilité populaire capable de concurrencer l'influence des mouvements réactionnaires.

Le fascisme ne se combat pas uniquement par des analyses politiques. Il s'appuie également sur une culture militante, des symboles, des imaginaires et une capacité de mobilisation émotionnelle des masses. Le mouvement ouvrier doit reconstruire sa propre culture politique populaire. La transmission de l'histoire des luttes sociales et antifascistes constitue un enjeu essentiel. Trop souvent, les nouvelles générations militantes ignorent l'expérience accumulée par le mouvement ouvrier face aux fascismes du XX<sup>e</sup> siècle.

La reconstruction d'un mouvement antifasciste de classe passe également par l'organisation de la jeunesse. Les jeunes travailleur·euses, les étudiant·es et les précaires doivent pouvoir trouver dans les organisations syndicales un espace d'engagement et de formation politiques.

La lutte contre l'extrême droite doit également se concevoir à l'échelle internationale. Partout en Europe et dans le monde, des mouvements réactionnaires progressent. Les organisations syndicales doivent renforcer leurs solidarités internationales pour faire face à cette offensive globale.

Au-delà de ces stratégies que nous, Comités syndicalistes révolutionnaires (CSR), développons dans d'autres textes et brochures, nous souhaitons rappeler les pratiques syndicales du quotidien dans les-



quelles nous appelons nos camarades à œuvrer pour combattre la montée de l'extrême droite.

### LA SÉCURISATION DE NOTRE ACTION SYNDICALE

L'antifascisme purement institutionnel ou moral fondé uniquement sur la dénonciation médiatique ou l'argumentation rationnelle ne suffit plus. L'histoire du fascisme montre que celui-ci ne recule pas devant les arguments mais devant le rapport de force social et politique. Nous le voyons, la confrontation physique fait partie intégrante de la stratégie fasciste de conquête du pouvoir et la violence politique va crescendo depuis plusieurs années. La question de l'autodéfense de classe redevient donc centrale.

Historiquement, afin d'assurer son autonomie, le mouvement ouvrier s'est doté de services d'ordre pour assurer la protection de ses locaux, de ses événements, de ses territoires de travail, de vie, et de ses militant-es. Dans de nombreux pays européens, le mouvement ouvrier s'est historiquement doté de structures d'autodéfense pour faire face aux violences fascistes : Arditi del Popolo en Italie, Front de combat rouge en Allemagne, groupes d'autodéfense ouvrière dans plusieurs organisations syndicales et partis politiques (Toujours prêt pour servir ou Groupe de défense antifasciste en France). Ces expériences montrent que la défense du mouvement ouvrier ne peut être laissée aux seules institutions de l'État. La situation poli-

tique actuelle et les années à venir ne nous laissent plus le choix que de renforcer partout où cela est possible nos services d'ordre et de coordonner leurs activités, leurs actions et leurs formations.

Dans une stratégie syndicaliste révolutionnaire, le service d'ordre (SO) est un outil syndical visant à assurer l'autonomie du mouvement ouvrier. L'animation est également un enjeu majeur car une mobilisation bien animée est une mobilisation plus unie et apaisée.

Dans la CGT, par exemple, les services d'ordre, aujourd'hui dénommés ALS pour « Animation des luttes et sécurité », sont composés des militant-es volontaires, chargé-es de la sécurisation des actions syndicales, de l'interface avec les pouvoirs pu-

blics et les forces de l'ordre, de l'aide et du conseil aux syndicats en lutte, de l'animation des luttes. Les services d'ordre, comme l'ensemble des structures syndicales, doivent se féminiser et intégrer les luttes contre toutes les formes d'oppression. Le fascisme se nourrit historiquement du racisme, du sexisme et de la haine des minorités. La lutte antifasciste doit donc être indissociable des combats féministes, antiracistes et contre toutes les discriminations.

**Les services d'ordre syndicaux doivent se féminiser et intégrer les luttes contre toutes les formes d'oppression. Le fascisme se nourrit historiquement du racisme, du sexisme et de la haine des minorités. La lutte antifasciste doit donc être indissociable des combats féministes et antiracistes**

Afin d'assurer un fonctionnement démocratique et d'éviter la dérive d'un groupe plus ou moins affinitaire et autonome au sein de l'organisation syndicale, le SO doit être considéré comme un mandat syndical aussi important que tous les autres. Pour éviter tout débordement dans son déploiement, les Commissions Exécutives, ou tout autre organe de direction, veilleront à donner un mandat clair et précis

au responsable du SO, en prenant en compte toutes les situations possibles. Être membre du SO implique également des devoirs, notamment d'avoir une activité physique régulière et de proscrire toutes consommations d'alcool ou de stupéfiants lors des initiatives.

Enfin, il peut être également du mandat du SO de réaliser un travail de veille spécifique à l'activité des partis, groupuscules et associations d'extrême droite sur leur territoire ou dans leur champ professionnel. Ce travail de renseignement ne part pas de zéro et doit s'appuyer sur ce qui existe déjà, sur les réseaux militants, journalistiques et associatifs qui documentent l'activité de l'extrême droite. Les CSR encouragent donc leurs membres à participer autant que possible à l'activité des SO au sein des organisations syndicales.

#### **CONSTRUIRE UN FRONT ANTIFASCISTE SYNDICALISTE**

À moins d'un an de la possible arrivée de l'extrême droite au pouvoir par les urnes, il est plus que jamais nécessaire de coordonner toutes les organisations dans la lutte antifasciste et de constituer un front unique antifasciste. Car, dans ce domaine comme dans d'autres, l'unité décuple nos forces.

Il est évident que ce front ne peut reposer que sur des bases minimales accessibles à la fois pour les courants réformistes et révolutionnaires, à savoir :

– égalité des droits et émancipation pour toutes et tous sans distinction de nationalités ou

d'origines ;

– lutte pour les droits des femmes et contre toutes les discriminations ;

– coopération entre les peuples ;  
– libertés démocratiques.

Mais cette alliance de classe n'est possible que si le mouvement syndical conserve son autonomie politique.

Malheureusement, c'est tout l'inverse que nous constatons aujourd'hui. Les organisations syndicales de lutte sont gangrenées par les luttes politiques et affinitaires qu'un trop grand nombre de militant·es politiques importent dans nos structures. D'un côté, les partis sociaux-démocrates et parlementaristes préfèrent leurs querelles d'appareils et la lutte des places à celle des classes. De l'autre, les partis autoproclamés « révolutionnaires » continuent de se croire l'avant-garde éclairée du prolétariat, alors que souvent leur seule activité dans les organisations syndicales est de tenter d'en prendre le contrôle ou d'y recruter des adhérent·es pour leurs groupes affinitaires.

Notre priorité, pour les CSR, doit être la construction d'un front de classe antifasciste. Si ce mouvement unitaire doit mélanger plusieurs composantes sociales et politiques s'accordant sur un programme de base, il est important d'y intégrer un certain nombre d'attentes, de stratégies et de perspectives. Si nous devons construire ou rejoindre un front antifasciste plus large, c'est en lui donnant d'abord une nature de classe, syndicaliste, garantissant nos orientations, notre indépendance, et donc notre

rapport de force dans le cadre d'une lutte élargie. Le front antifasciste ne peut pas se limiter à des alliances électorales ou à des mobilisations ponctuelles. Il doit s'appuyer sur les organisations du mouvement social : syndicats, associations populaires, collectifs militants, structures d'entraide et organisations de jeunesse.

Il est hors de question de se limiter à un « front républicain » électoral visant simplement à défendre les institutions existantes. L'expérience historique montre que la démocratie libérale peut parfaitement coexister avec la montée de l'extrême droite si les causes sociales de celle-ci ne sont pas combattues. Si le mouvement ouvrier et syndical ne propose pas son propre projet de société, il va droit dans le mur et laisse l'initiative aux fascistes ou aux capitalistes. C'est pourquoi nous devons constituer notre plate-forme en amont afin de garantir l'indépendance politique de notre classe dans le combat contre le fascisme et l'extrême droite.

### **LA QUESTION DE L'UNITÉ**

Nous l'avons dit, nous sommes favorables à l'élargissement du front unitaire antifasciste à toutes les structures souhaitant y participer. En ce sens, il nous faut également interroger la question de l'unité syndicale.

Dans les années 1930 déjà, face à la montée de l'extrême droite et à la suite de la tentative de coup d'État du 6 février 1934, la CGT et la CGTU avaient décidé de se réunifier. À une

époque où les oppositions politiques et de pratiques étaient au moins aussi réelles, il nous semble totalement irresponsable d'entretenir la division syndicale en France. La faiblesse actuelle du syndicalisme de classe est notamment une conséquence de cet émiettement.

Là aussi, nous appelons les syndicalistes à prendre leurs responsabilités et à œuvrer en ce sens dans toutes les structures. Il est plus que temps de cesser les rivalités, le corporatisme d'appareils, les intérêts bureaucratiques, et de prioriser enfin les intérêts du monde du travail. Puisque l'unité que nous appelons de nos vœux doit se faire à la base, c'est au local que peut démarrer l'organisation de la lutte antifasciste.

Pour nous, CSR, il faut multiplier partout, à l'initiative des syndicats, des collectifs antifascistes et de lutte contre l'extrême droite. Les structures dédiées paraissant le plus à même dans l'immédiat à accueillir ces initiatives sont les collectifs du réseau VISA, pour Vigilance et initiatives syndicales antifascistes.

Ils se multiplient dans de plus en plus de départements et permettent une coordination d'actions, de luttes et de productions à l'échelle locale et nationale entre de nombreuses organisations syndicales. Ces collectifs constituent aujourd'hui l'un des principaux espaces de coordination antifasciste du mouvement syndical. Ils permettent non seulement de partager des informations et des analyses mais également d'organiser des campagnes communes à

l'échelle locale et nationale. Nous encourageons les syndicalistes à y faire adhérer et à y faire participer leurs syndicats.

Une fois l'unité des syndicats de lutte établie, il devient alors possible d'envisager d'élargir ces structures afin de construire des alliances avec d'autres organisations, telles que les partis politiques, les associations, les organisations militantes, etc., et d'arriver à terme à un véritable front unique antifasciste. Selon les réalités locales mais aussi les besoins, ces collectifs décideront des axes de travail prioritaires à mettre en place. Néanmoins, un certain nombre nous paraissent importants :

- travail de renseignement sur l'activité de l'extrême droite ;
- présence sur le terrain : campagnes d'affichage, tractages, rassemblements, manifestations ;
- organisation d'événements publics : meetings, formations, diffusions de films, rencontres littéraires, célébrations historiques ;
- structuration de solidarités concrètes : activités de sociabilité, entraides sur les questions de logement, de consommation, etc. ;
- moyens matériels durables : formation des militant·es, production de matériel militant, campagnes régulières et implantation dans les lieux de travail et de vie.

### **ALLIER LA BATAILLE DES IDÉES ET LA PRATIQUE SYNDICALE**

Depuis plusieurs années, la majorité des organisations syndicales prennent position contre l'extrême droite. L'imposture sociale du Rassemblement natio-

nal (RN) est régulièrement démasquée dans les productions syndicales : il se présente comme l'allié des travailleurs et des travailleuses, alors que son programme et ses votes prouvent qu'il ne fait que servir les intérêts des plus riches et du patronat. Il est indispensable de poursuivre ce travail et de proposer régulièrement des productions pouvant être diffusées par les militant·es dans les lieux de travail et de vie.

Hélas, nous constatons que dans les lieux où le vote RN est fort, de plus en plus de syndicats n'osent plus aller à la confrontation d'idées dans les entreprises ou les services, par crainte de perdre des adhérent·es, de ne pas être réélus au CSE ou, tout simplement, par manque d'arguments.

Cela prouve la nécessité de rapidement repolitiser nos débats et de rendre obligatoires les formations syndicales de lutte contre l'extrême droite pour toutes et tous les militant·es prenant des mandats dans leurs structures syndicales.

La lutte antifasciste doit être un incontournable et non pas une question « politique » en dehors du syndicalisme. La formation antifasciste devrait devenir un élément central des formations syndicales de base. Comprendre l'histoire du fascisme, ses stratégies d'implantation et ses modes de propagande constitue aujourd'hui une nécessité pour toute organisation du mouvement ouvrier.

Des formations doivent pouvoir émerger sur tous ces sujets et intégrer les formations de



Les TTPS, groupe d'autodéfense antifasciste issu de la SFIO, en 1934.

base diffusées à toutes et tous les militant·es. Pour cela, en dehors de la formation, il devient urgent que le syndicalisme redevenue porteur d'un projet politique qui place les travailleurs et les travailleuses au centre. La syndicalisation des travailleurs et travailleuses immigré·es, leur accès aux responsabilités syndicales et la reconstruction de structures telles que les commissions de la Main-d'œuvre immigrée (MOI) constituent également des leviers essentiels pour combattre l'extrême droite sur le terrain social.

### **ARMER SYNDICALEMENT LES TRAVAILLEURS IMMIGRÉS**

Discriminations à l'embauche, dans le travail, à l'accès au logement, etc. Les prolétaires immi-

gré·es et racisé·es (c'est-à-dire non blancs, non blanches ou perçu·es comme tel·les) sont victimes de nombreuses discriminations et législations qui affectent leurs conditions matérielles d'existence et les amènent à être tendanciellement davantage dans la précarité et la pauvreté que les personnes blanches. De nombreuses études le démontrent, dont certaines sont présentées dans la contribution CGT 2024 au Rapport CNCDH sur la lutte contre le racisme, l'antisémitisme et la xénophobie. Le patronat s'appuie sur ces inégalités pour tirer les normes sociales vers le bas et entraver les solidarités de classe.

L'inégalité des droits expose les nombreux et nombreuses travailleurs et travailleuses « sans papiers », c'est-à-dire en situation irrégulière, aux pires

abus patronaux et leur ferme l'accès à de nombreux droits et services essentiels : droit du travail, protection sociale, chômage, éducation, logement, santé, etc. Des législations, telles que la loi Asile et immigration 2024, sont poussées par l'extrême droite et aggravent la situation de ces travailleurs et travailleuses, en laissant toujours plus de place à l'arbitraire des préfetures sur la délivrance des titres de séjour.

Face à la précarisation généralisée du prolétariat en France, l'extrême droite prospère en promettant à son électorat, dont une partie est prolétaire, une amélioration de leur condition sur le dos des prolétaires immigré-es. L'extrême droite, notamment le RN, a fait de la préférence nationale une mesure phare de son programme politique. Ainsi, son discours « social » repose sur une « solidarité » basée sur des critères de nationalité, voire de race quand elle ne s'embarrasse pas d'un vernis « universaliste ».

Les prolétaires immigré-es sont les premières victimes de la montée de l'extrême droite et du fascisme. Ils et elles subissent une déshumanisation prônée dans les discours médiatiques et politiques visant à justifier les propositions de l'extrême droite, ils et elles subissent très concrètement les politiques poussées par l'extrême droite et mises en oeuvre par la classe politique bourgeoise, même quand cette dernière se proclame opposée à l'extrême droite. C'est pourquoi la syndicalisation des prolétaires immigré-es doit être une priorité pour nos structures syndicales.

Ils et elles doivent avoir la possibilité de rejoindre nos syndicats et de s'approprier l'outil syndical en s'y investissant et en y prenant des responsabilités. L'autonomie ouvrière ne peut pas se concevoir en en excluant les prolétaires immigré-es et aucune raison n'est valable pour refuser de les accueillir au sein de nos structures syndicales.

**En reconstruisant un syndicalisme combatif, démocratique et populaire, capable d'unir les travailleurs au-delà de leurs divisions, nous pouvons empêcher l'extrême droite d'accéder au pouvoir et ouvrir la voie à une transformation radicale de la société**

Dans cette perspective, il ne s'agit pas de faire du paternalisme ou de la charité ni de confisquer leur parole comme cela a pu se faire à gauche avec l'exemple du Parti socialiste qui a largement mobilisé SOS Racisme à des fins électorales. Le syndicalisme doit affirmer la condition des travailleurs et travailleuses immigré-es comme un enjeu politique et syndical dans la lutte des classes et le combat contre l'extrême droite et non comme un enjeu humanitaire.

Le modèle historique des commissions de la MOI doit nous permettre de reconstruire

des structures à même d'impulser la lutte syndicale contre le racisme et les discriminations, la syndicalisation des travailleurs et travailleuses immigré-es et l'étude de leur condition.

Aussi, nombreux sont les travailleurs et travailleuses immigré-es qui subissent la barrière de la langue, y compris pour s'adresser aux syndicats. Il est donc essentiel de développer des pratiques syndicales en langues étrangères (tracts, permanences, documentation, communication, etc) afin de permettre leur accueil syndical et de les impliquer dans l'activité syndicale en leur permettant de militer dans leurs langues une fois syndiqué-es. La mise en place de cours de français dans les unions locales et les Bourses du travail est également un levier essentiel pour mettre en oeuvre la solidarité de classe.

La montée de l'extrême droite n'est pas une fatalité. Elle est le produit d'un rapport de force social et politique que nous avons la responsabilité de transformer. En reconstruisant un syndicalisme combatif, démocratique et populaire, capable d'unir les travailleurs et travailleuses au-delà de leurs divisions, nous pouvons empêcher l'extrême droite d'accéder au pouvoir et ouvrir la voie à une transformation radicale de la société. Face à la montée de l'extrême droite, seule une classe ouvrière organisée, solidaire et consciente de ses intérêts pourra empêcher la catastrophe politique qui s'annonce et ouvrir la voie à une transformation radicale de la société.

**Fédération des CSR**